



CABINET– Bureau de la communication interministérielle

Nouméa, le 28 novembre 2017

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### INFORMATIONS TROMPEUSES DIFFUSEES PAR ENSEMBLE POUR LA PLANETE

L'association Ensemble pour la Planète a diffusé ce mardi 28 novembre sur les réseaux sociaux des images d'une prétendue pollution en cours autour du Kea Trader. La publication, insinuant que la pollution « est là et importante », n'est pas conforme à la vérité.

Le nombre de conteneurs visibles sur les photos et l'état du Kea Trader – intègre alors qu'il est aujourd'hui coupé en deux - , suffisent à démontrer que **l'image, provenant de « Google Earth », a été prise le 27 juillet 2017, après l'échouement et avant le début des opérations de pompage des hydrocarbures restés à bord** et de l'évacuation des conteneurs vers Nouméa.

A l'époque, l'Etat avait communiqué et signalé la présence d'irisations (communiqué du 1<sup>er</sup> août) sur la mer, dues à des pertes d'hydrocarbures. Les moyens anti-pollution mandatés par l'armateur du navire avaient été activés.

**Le traitement des boulettes d'hydrocarbures arrivées aux îles Loyauté est une priorité pour l'Etat**, qui a immédiatement soutenu les collectivités concernées dès qu'il a été informé de la pollution, soit le jeudi 23 novembre. Cette pollution, sujet d'une inquiétude légitime pour les populations, reste néanmoins actuellement modérée et n'est pas le résultat d'une prétendue « marée noire ». Au total, ont été ramassées à ce jour à Lifou, une quarantaine de kilogrammes de boulettes.

**Contact presse :**  
Charlotte Mannevy  
☎ 26 64 22 – 77 71 93  
@ : charlotte.mannevy@nouvelle-caledonie.gouv.fr

Pour rappel :

- **des analyses sont en cours pour déterminer si cette pollution peut être effectivement reliée au Kea Trader.** Des modélisations basées sur la courantologie sont réalisées et permettront, lorsqu'elles seront fiabilisées, de déterminer les scénarios possibles.
- **Une procédure judiciaire est engagée,** elle permettra de déterminer les responsabilités
- **Les actions nécessaires de reconnaissance, d'évaluation et de ramassage, aussi bien en terre qu'en mer, sont organisées** et mises en œuvre quotidiennement par les pouvoirs publics
- **Les plages touchées sont régulièrement nettoyées**
- **Des équipes anti pollution sont présentes sur place, des équipements adaptés ont été distribués, la procédure de ramassage est encadrée** et les consignes de sécurité sont régulièrement rappelées
- **Une analyse sur l'impact environnemental est en cours** de réalisation

Concernant les rumeurs d'opacité et d'informations « cachées » :

Depuis l'échouement du porte-conteneurs, **l'Etat, subissant lui-même un préjudice, n'a aucun intérêt à cacher quoi que ce soit dans ce dossier et a communiqué activement** : plus de 25 communiqués, soit un minimum de un par semaine, ont été diffusés à ce jour. Le commandant de la zone maritime de la Nouvelle-Calédonie, le haut-commissaire de la République, et le cas échéant leurs suppléants, sont également intervenus à la radio, sur les plateaux de télévision et dans la presse pour informer le public de la situation, et ce en toute transparence, en faisant état des opérations anti-pollution en cours. Enfin, des images, photos et vidéos, ont été transmises aux médias régulièrement.

Depuis le jour de l'accident, et comme à chaque fois dans ce type de situation, une interdiction de survol de la zone a été mise en place afin de garantir la sécurité des opérations de secours et de l'équipage resté à bord, sur un récif connu pour sa dangerosité. Si l'Etat n'est pas à l'origine de la situation, il est bien le garant de la sécurité de tous ceux qui opèrent sur la zone et agit donc en conséquence. Seuls les professionnels dûment habilités sont autorisés à se rendre sur place.

**Contact presse :**

Charlotte Mannevy

☎ 26 64 22 – 77 71 93

@ : charlotte.mannevy@nouvelle-caledonie.gouv.fr